



Il a reçu les dirigeants de plusieurs partis

Tebboune reprend ses concertations avec la classe politique

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5316 - Vendredi 5 - Samedi 6 mars 2021 - Prix : 10 DA

Hirak populaire

Des marches pacifiques dans différentes wilayas

Page 2

Stade de 50 000 places de Tizi Ouzou

La relance du chantier n'est pas pour demain

Page 16

Quand la Fed se trouve en porte-à-faux avec les marchés

Par Mohamed Habili

Se prêtant une fois de plus, mais à distance cette fois-ci, avec le «Wall Street Journal» au jeu des questions-réponses, Jerome Powell, le président de la Fed, la banque centrale américaine, a cru rassurer les marchés financiers en leur apprenant que rien ne changerait dans la politique d'argent facile appliquée par son institution depuis maintenant des années. Qu'en particulier les taux d'intérêt resteraient fort bas, en fait à peine supérieurs à zéro. Que cette politique monétaire se poursuivrait pour un temps encore déterminé. En tout cas aussi longtemps que le chômage, du fait de la pandémie, resterait très en deçà du niveau qui avait été le sien avant que celle-ci ne frappe, et que l'économie américaine n'aurait pas encore repris suffisamment de forces pour tenir sans aide sur ses jambes. Que pour sa part il a bien remarqué ce frémissement à la hausse des obligations d'Etat, provoqué évidemment par des anticipations d'inflation, mais qu'à son avis cette hausse est injustifiée, quand les prix finiraient par augmenter à plus ou moins brève échéance. En effet, a-t-il expliqué, le taux d'inflation cible, celui des 2 %, non seulement n'est toujours pas atteint, mais il y a des chances pour qu'il ne le soit pas avant longtemps.

Suite en page 3

L'Opep+ maintient son niveau de production actuel jusqu'à fin avril

Le Brent franchit la barre des 68 dollars



Les prix du pétrole poursuivaient leur redressement hier en franchissant la barre des 68 dollars, une hausse soutenue par l'augmentation moins importante que prévu de l'offre de l'Opep+ à partir d'avril. Page 2

Selon l'Institut Pasteur d'Algérie

Six nouveaux cas du variant britannique découverts

Page 2

Journée mondiale de lutte contre l'obésité

Le Covid-19 chez une personne obèse augmente le risque de mortalité

Page 3

L'Opep+ maintient son niveau de production actuel jusqu'à fin avril

Le Brent franchit la barre des 68 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient leur redressement hier en franchissant la barre de 68 dollars, une hausse soutenue par l'augmentation moins importante que prévu de l'offre de l'Opep+ à partir d'avril.

Par Meriem Benchaouia

Vers 10h50 GMT (11h50 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai gagnait

2,07 % à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 68,12 dollars. Il a atteint 68,50 dollars, au plus haut depuis le 8 janvier 2020. Dans le même temps, le baril américain de WTI pour avril grimpait de 1,82 % à 64,99 dollars, après avoir passé temporairement la barre des 65 dollars sous laquelle il évoluait depuis près de 14 mois. Les deux contrats de référence ont gagné plus de 30 % depuis le 1^{er} janvier. De son côté, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, ont décidé jeudi de maintenir leur niveau de production actuel, et ce, jusqu'à fin avril prochain, a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. S'exprimant à l'issue de la 14^e réunion ministérielle des pays de l'Opep+ qui s'est tenue par visioconférence, M. Arkab a déclaré que les participants ont convenu de prolonger, durant le mois d'avril prochain, la baisse décidée en janvier, à savoir de 7,2 millions de barils par jour, «en raison de l'incertitude sur l'évolution du marché pétrolier, impacté toujours par la pandémie du Covid-19». Cette réunion a été consacrée à l'examen des perspectives d'évolution du marché pétrolier à court terme, en tenant compte des recommandations du rapport présenté lors de la 27^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep et non-Opep (JMMC) sur le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays participants à la Déclaration de coopération. A ce propos, il a précisé que le taux de conformité globale à l'accord de la limitation de la production pétrolière conclu entre l'Opep et ses alliés, a atteint les 105 % en janvier 2021, soutenant que ce taux «très positif» confirme «l'engagement de l'ensemble des pays signataires de la Déclaration de coopération à soutenir les efforts



PH/D. R.

de stabilisation des cours du brut». Selon le ministre de l'Energie, l'ensemble des pays participant à la 14^e réunion ministérielle de l'Opep+ ont jugé nécessaire la poursuite des efforts de baisse de la production pétrolière aux niveaux décidés début janvier 2021, pour parvenir à une stabilité des prix et à réduire les niveaux des stocks mondiaux de pétrole. Dans ce sens, il a évoqué les rapports élaborés par les comités d'experts techniques de l'Opep+ qui préconisaient la «prudence» et la «vigilance» vis-à-vis de l'évolution du marché pétrolier à court et à moyen terme, notamment en raison de la persistance de la pandémie de Covid-19 induisant la suspension du transport aérien et terrestre dans le monde. «Le transport aérien international est à l'arrêt à près de 50 %. C'est le cas également pour le transport terrestre, ce qui influe considérablement sur les prix du pétrole. Nous devons être encore prudents, surtout avec le nouveau variant du virus», a-t-il souligné. L'autre facteur qui a été pris en compte par les pays

de l'Opep+ dans la décision de prolonger l'accord de baisse jusqu'à fin avril prochain est celui du faible taux de vaccination contre le coronavirus, a ajouté le ministre de l'Energie, soutenant que ce taux a atteint à ce jour 2 % seulement à l'échelle mondiale. Selon lui, les efforts menés par les pays de l'Opep+ ont permis à présent d'augmenter les prix du baril au même niveau enregistré à fin 2019. S'agissant du quota de la production pétrolière algérienne, il a affirmé qu'il est maintenu à 876 000 barils par jour, rappelant que l'Algérie respecte «totalement» son niveau de production décidé par

l'Organisation. Lors de la 14^e réunion ministérielle, les 23 pays de l'Opep+ ont réaffirmé leur engagement à permettre une stabilité et un approvisionnement continu du marché et poursuivre les consultations, a-t-il fait savoir, indiquant que les prochaines réunions du JMMC et de la réunion ministérielle auront lieu les 5 et 6 avril prochain, et ce, en vue d'évaluer la situation du marché. Les pays membres de l'Opep+ sont parvenus à cet accord à l'issue d'un cycle de réunions de deux jours qui, pandémie oblige, se sont tenues par visioconférence.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 187 nouveaux cas et 5 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (6), portant à 3 007 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le P Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 187 cas, soit 19 cas de plus par rapport au bilan d'hier (168), pour atteindre, au total, 113 948 cas confirmés.

R. N.

Selon l'Institut Pasteur d'Algérie

Six nouveaux cas du variant britannique découverts

L'Algérie a enregistré six nouveaux cas du variant britannique du coronavirus, selon l'Institut Pasteur d'Algérie. «Dans la continuité des activités de séquençage des virus SARS-CoV-2 mises en place par l'Institut Pasteur d'Algérie dans le contexte de surveillance des variants circulant actuellement dans le monde, et suite à la confirmation le 25 février dernier de deux cas porteurs du variant britannique à Alger, six autres cas porteurs de ce même variant ont été détectés jeudi dernier, au niveau des laboratoires de l'IPA», a indiqué l'Institut Pasteur dans un communiqué publié sur sa

page Facebook. Il s'agit, a-t-il expliqué, de «quatre sujets contacts, détectés dans le cadre des enquêtes épidémiologiques autour de l'un des deux premiers cas et de deux nouveaux cas, actuellement en isolement au niveau de l'EHS d'El-Kettar et de l'EPH de Rouiba», est-il précisé. Pour rappel, deux premiers cas du variant britannique du Covid-19 ont été détectés, le 25 février dernier en Algérie, chez un membre du personnel de santé de l'EHS de psychiatrie de Chéraga (isolé actuellement) et chez un immigré venant de France pour l'enterrement de son père. Des spécialistes algé-

riens qui se sont exprimés sur les nouveaux variants du Covid-19, ont affirmé que le respect des mesures d'hygiène et de distanciation physique, appliquées jusque-là, suffisent pour y faire face. L'Algérie qui, jusque-là, a été relativement épargnée par cette pandémie, a décidé de reconduire un ensemble de mesures de confinement et autres restrictions pour faire face au risque de propagation du virus. Il est notamment question du maintien de la fermeture de l'espace aérien, cela d'autant que de nombreux pays connaissent une importante propagation des variants du coronavirus qui

ne cesse de prendre de nouvelles formes. A titre d'exemple, le variant du nouveau coronavirus détecté pour la première fois dans l'Etat brésilien de l'Amazonas (nord) est deux fois plus contagieux et de surcroît capable de réinfecter des personnes précédemment guéries, selon une étude scientifique publiée mardi dernier. Malgré les risques que présente le virus et ses variants, les campagnes de vaccination lancées à travers le monde donne espoir de voir la pandémie reculer à partir de l'été prochain. Mais cela dépend du nombre de personnes qui seront vaccinées. **Aomar Fekrache**

Hirak populaire Des marches pacifiques dans différentes wilayas



DES MILLIERS de citoyens ont manifesté, hier, à l'occasion de la 107^e marche du hirak populaire. A Alger et dans bien d'autres villes du pays, les manifestants ont scandé les slogans habituels du hirak, appelant à la rupture avec l'ancien régime et asseoir une véritable démocratie. Le coup d'envoi de la marche est, comme à l'accoutumée, donné après la prière d'El Djoumouaa. Des jeunes, des adultes et des enfants ont pris part à la manifestation. De nombreux marcheurs étaient enveloppés du drapeau national. Contrairement à vendredi dernier, l'on a aussi remarqué le retour en force des banderoles, où sont exprimées les revendications du peuple pour une Algérie développée, juste et démocratique. La marche a été encadrée par un dispositif sécuritaire déployé le long de l'itinéraire parcouru par les manifestants et le tunnel des factants a été fermé. De point noir du hirak populaire, qui reprend après une année de suspension, pour cause de coronavirus, est le laisser-aller de certaines personnes qui ne jugent pas utile de porter de masque et de respecter la distanciation physique. La marche s'est déroulée pacifiquement et sans heurts avec les forces de l'ordre. D'habitude présentes en force, les femmes n'étaient plus aussi nombreuses, a-t-on constaté. Aux coups de 16 heures, des marcheurs commençaient à rentrer chez eux, alors que des groupes de jeunes, scandaient différents chants, dénonçant leur marginalisation et leurs conditions de vie. Des marches ont eu lieu dans d'autres villes telles que Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, etc. **Massi Salami**

Il a reçu les dirigeants de plusieurs partis

Tebboune reprend ses concertations avec la classe politique

■ Dans le cadre des concertations qu'il mène avec les partis politiques, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé depuis mercredi une nouvelle série de rencontres.

Par Louisa Ait Ramdane

Avant-hier, le chef de l'Etat a reçu les dirigeants du Parti du renouveau algérien (PRA), du Rassemblement national démocratique (RND) et du parti Talaie El Hourriyet, et ce, dans le cadre des concertations qu'il mène avec les partis politiques. Après l'adoption de la nouvelle Constitution, le 1^{er} novembre dernier, place au chantier de l'organisation des élections législatives et communales dans les prochains mois, comme annoncé par le chef de l'Etat. Dans une déclaration à la presse, à l'issue de l'audience qui lui a accordée le Président Tebboune, le président par intérim du parti Talaie El Hourriyet, Abdelkader Saadi, a indiqué avoir informé Tebboune de la difficulté, sur le plan pratique, d'organiser les élections locales et législatives le même jour, notamment en ce qui concerne le dépouillement des voix qui prend beaucoup de temps, ce qui pourrait nuire à la crédibilité de l'opération électorale et compromettre la confiance du citoyen. Il a proposé, dans ce sens, l'organisation le même jour des élections des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires wilayates (APW). Il a fait savoir, à ce propos, que le Président Tebboune a expliqué que la décision relative à l'organisation de ces deux échéances électorales sera prise en fonction de l'avis de la majorité des formations politiques. Saadi a ajouté que sa rencontre avec le Président Tebboune a été l'occasion

d'évoquer le projet de la loi électorale, notamment en ce qui concerne le seuil des 4 % exigé aux partis politiques lors de leur dernière participation à l'élection des membres des Assemblées populaires élues, soulignant avoir insisté auprès du Président sur l'impératif de concrétiser le principe d'égalité entre les différents partis politiques. Pour sa part, le chef du Parti du renouveau algérien (PRA), Kamel Bensalem, a fait savoir que cette rencontre a été «une opportunité pour écouter directement le président de la République sur plusieurs questions, nationales et internationales, qui intéressent le citoyen algérien, la classe politique et toutes les catégories de la société». La veille, le chef de l'Etat avait rencontré les dirigeants de trois autres partis politiques. Il s'agit des présidents des partis El Fadjr El Djadid, Front de l'Algérie nouvelle (FAN) et Parti voix du peuple (PVP).

Dans une déclaration, à cette occasion, le président du parti El Fadjr El Djadid, Tahar Benbaibèche, a indiqué que l'entrevue a porté en général sur «la situation politique, économique et sociale du pays». «Nous avons abordé tous les points suscitant des questionnements de la part des citoyens et des politiques, concernant les élections et la loi électorale. J'ai exposé en toute franchise notre vision des choses et évoqué la loi électorale qui a suscité un grand débat parmi les milieux politiques et les obstacles qui entravent l'organisation des élections, comme nous le souhaitons», a-t-il poursuivi.



Soulignant avoir affirmé au Président Tebboune que «la tenue des législatives en même temps que les élections locales était un choix judicieux», Benbaibèche a souligné qu'il a été question également de «plusieurs points, notamment la mobilisation de l'opinion publique nationale pour participer à la mise en œuvre du programme du président de la République visant l'édification de l'Algérie nouvelle». De son côté, le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdeslam, a qualifié de «positif» son entretien avec le Président Tebboune. «Le président de la République nous a écoutés attentivement et nous

avons constaté chez lui une démarche positive et constructive pour servir l'Algérie et son peuple», a-t-il ajouté. Le président du Parti voix du peuple (PVP), Lamine Osmani, a déclaré : «Nous avons transmis les préoccupations de la rue algérienne et il y a eu écho au volet politique et économique». Il faut souligner que le Président Tebboune avait mené, le mois écoulé, à son retour d'Allemagne où il a subi une intervention chirurgicale, une série de rencontres avec des formations politiques, notamment les présidents du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, ainsi que celui du Parti Jil Djadid,

LA QUESTION DU JOUR

Quand la Fed se trouve en porte-à-faux avec les marchés

Suite de la page une

Et de conseiller la patience à tout le monde. Même dans le cas où effectivement l'inflation serait bientôt au rendez-vous, ce ne serait que pour une courte durée, les grandes tendances à l'œuvre ne lui permettant pas de s'installer et moins encore de croître. Tel était pour l'essentiel son propos. Il le tenait encore que les places boursières se sont mises à baisser. D'habitude, c'était lorsqu'il laissait seulement entendre que les taux d'intérêt allaient augmenter, serait-ce de très peu, d'ailleurs la règle depuis la crise financière de 2008, qu'il obtenait cet effet, c'est-à-dire que la panique commençait à se saisir des marchés financiers. Cette fois-ci, bizarrement, c'est donc en voulant être rassurant qu'il a fait peur, et que les actions comme les obligations ont baissé. Pas de beaucoup, certes, mais quand même. Comment cela a-t-il été possible ? Serait-ce que le président de la Fed, en principe l'une des personnes les mieux informées quant à l'humeur des marchés financiers, a-t-il pu être à ce point en porte-à-faux par rapport à eux ? Il a déclenché chez eux un début de panique en affichant son optimisme, en leur tenant le langage qu'ils priaient d'habitude le plus chez lui. En clair, en leur disant qu'il n'y avait aucune hausse des taux d'intérêt en perspective. Il faut savoir que pour le moment l'inflation aux Etats-Unis est de 1,4 %. La Fed fait des pieds et des mains depuis maintenant des années pour la porter à 2 %, sans y parvenir. L'inflation anticipée est quant à elle déjà à 2,4 %. Or c'est par rapport à celle-ci que se déterminent les marchés. Pour eux, une surchauffe s'affirme de plus en plus nettement à mesure que la vaccination s'étend, et que ce faisant elle prépare le terrain à une reprise économique d'autant plus forte que la récession pour cause de pandémie a été profonde. Ainsi du cours du pétrole qui a déjà dépassé les 68 dollars le baril, alors même que l'économie mondiale est loin d'avoir repris. Il repasserait probablement la barre des 100 dollars quand celle-ci battrait son plein. Or il n'y a pas que la reprise qui boosterait la croissance et ferait du même coup augmenter les prix, il y a aussi les épargnes forcées des ménages, amoncelées au cours des périodes de confinement, toujours en vigueur d'ailleurs, qui ne demanderaient qu'à être dépensées. Ces considérations ont amené les marchés financiers à croire que l'inflation était inévitable, et qu'il fallait chercher dès maintenant soit à s'en prémunir, soit à en tirer à profit, ou les deux à la fois. Cette anticipation n'est à l'évidence pas celle de la Fed, pour qui l'inflation n'est toujours pas pour demain.

Journée mondiale de lutte contre l'obésité

Le Covid-19 chez une personne obèse augmente le risque de mortalité

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'obésité célébrée le 4 mars, placée pour la deuxième fois sous le slogan «Ensemble, nous pouvons changer le regard sur l'obésité», le ministère de la Santé a assuré que «la contraction du Covid-19 chez une personne obèse a augmenté le risque de mortalité», précisant que «toutes les études affirment le danger de mort quand il y a association de l'obésité et du Covid-19». Président le lancement de trois cliniques mobiles de dépistage précoce des maladies chroniques dans plusieurs wilayas, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, est revenu sur les dangers de la maladie de l'obésité. En effet, dans une allocution lue en son nom par le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Djamel Fourar, le ministre a souligné qu'en Algérie, entre 12 % à 14 %

d'enfants âgés entre 0 et 5 ans étaient atteints d'obésité en 2013 contre 9 % en 2007 et que les études à indicateurs multiples font état d'une stabilité de ces chiffres en 2020. Le taux des personnes souffrant de surpoids et d'obésité, âgées entre 18 et 69 ans, était de 55,6 % en 2017 (63,3 % chez les femmes et 48,3 % chez les hommes), selon des études réalisées en 2017. Pour faire face à cette situation, le ministère de la Santé a mis en place «un plan national stratégique multisectoriel de prévention et de lutte contre les facteurs de risque des maladies non transmissibles pour la période (2015-2019), avec pour axe stratégique, la promotion d'une alimentation saine, lequel vise à prévenir l'obésité chez la population. Ce plan se décline à travers deux mesures. La première vise à mettre en place un programme d'information et de communication autour de la prise de poids et

l'obésité. La deuxième mesure vise, quant à elle, à développer la prévention et le traitement du surpoids et de l'obésité. Selon le même responsable, le secteur de la Santé a tenu à ce que certaines mesures structurantes puissent bénéficier de la priorité absolue dans la prise en charge de l'obésité, à travers la mise en place d'un guide de prise en charge de l'obésité au profit des professionnels de la santé, lequel se veut «un outil indispensable» aux bonnes pratiques, tout en associant le médecin généraliste au niveau des structures de proximité. Le ministère de la Santé œuvre également, dans ce cadre, à relever le niveau des professionnels de la santé, à travers la mise en place d'un programme de formation, avec un encadrement assuré par des experts du terrain, tout en impliquant les décideurs de différents secteurs concernés dans les opérations de sensibilisation. Pour le

ministre, les défis de la phase actuelle «consistent principalement en le renforcement des mesures prises, à travers l'implication permanente du mouvement associatif, d'une part, et la mise en œuvre efficace de l'ensemble des mesures visant à améliorer la prise en charge des patients, d'autre part». Soulignant que l'obésité «est l'une des maladies résultant des changements dans le mode de vie qui peuvent toucher n'importe quel pays», Benbouzid a rappelé «l'intérêt mondial accordé à la mise au point d'un plan d'action nationale stratégique pour lutter contre la propagation de cette maladie». Il a également estimé que l'obésité «résulte d'un déséquilibre entre les calories consommées et dépensées, ce qui entraîne une augmentation de la graisse, donnant lieu à des complications qui diminuent l'espérance de vie».

Thinine Khouchi

Hommage rendu au chahid Ali Boumendjel

L'Algérie prend acte avec satisfaction de l'annonce de Macron

■ Pour ce qui est du passé, sa place est certes importante en Algérie mais n'empêchera pas la construction d'un avenir en toute souveraineté et en collaboration avec ceux qui le désirent réellement.

Par Hamid N./APS

L'Algérie a pris acte avec satisfaction la décision du Président français, Emmanuel Macron, le mardi 2 mars 2021, de rendre hommage au chahid Ali Boumendjel, en reconnaissant le parcours de lutte du défunt, arrêté en Algérie en 1957, placé en détention et torturé jusqu'à sa mort en martyr.

En décidant d'honorer la famille du chahid et recevoir ses petits-enfants à l'Elysée, le Président français a pris une initiative louable qui intervient dans le cadre des bonnes intentions et d'une véritable volonté d'intensifier le dialogue entre l'Algérie et la France concernant la période coloniale.

Chose maintes fois affirmée

Réunion du gouvernement Deux avant-projets des secteurs de la Justice et de l'Intérieur

LES SECTEURS de la Justice et de l'Intérieur ont été à l'ordre du jour de la réunion du gouvernement présidée jeudi par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, indique un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :

«Le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a présidé, ce jeudi 4 mars 2021, une réunion du gouvernement qui s'est déroulée au Palais du gouvernement.

Conformément à l'ordre du jour, les membres du gouvernement ont examiné deux avant-projets d'ordonnances présentés par le ministre de la Justice, garde des Sceaux ainsi que par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire.

1- Le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux relative au projet d'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral.

2- Le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire relative au projet d'ordonnance modifiant et complétant l'ordonnance n° 12-01 du 13/02/2012 déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement.

Ces deux projets de textes seront présentés et examinés lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres».

May Ch.

par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a souligné le caractère sensible du dossier de la Mémoire dont le traitement exige un dialogue sans préjugés permettant d'explorer les meilleures voies pour relancer la coopération algéro-française dans le cadre des intérêts communs.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait affirmé que le traitement des questions mémorielles ne signifiait nullement faire disparaître l'histoire douloureuse dont les stigmates sont toujours visibles en Algérie.

La position du Président français a eu un écho favorable auprès des Algériens et sera suivie, selon le communiqué de la Présidence française, par d'autres démarches abondant dans le contexte de ce que le Président Macron a appelé «apaisement de la mémoire».

La position de M. Macron devra également ouvrir les horizons d'un dialogue qui sera sans doute constructif et réalisera ce qui est escompté pour l'avenir.



Pour ce qui est du passé, sa place est certes importante en Algérie mais n'empêchera pas la construction d'un avenir en toute souveraineté et en collaboration

avec ceux qui le désirent réellement.

A travers une telle initiative, l'Algérie et la France peuvent aller de l'avant dans des rela-

tions stables et sereines, dans une véritable réconciliation et dans une coopération multiforme.

H. N./APS

Autoriser ou annuler les Tarawih

Les décisions relèvent «exclusivement» des autorités concernées

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a indiqué, jeudi, que les décisions relatives à l'autorisation ou l'annulation de la prière surérogatoire des Tarawih durant le mois de ramadhan de cette année relèvent «exclusivement» des prérogatives des autorités concernées en relation avec la commission ministérielle de la

Fetwa. «Des déclarations récentes ont été reprises par certains organes de presse, affirmant l'annulation de la prière Tarawih durant le mois sacré du ramadhan 2021 en laissant supposer qu'elles émanent du Comité scientifique de suivi et de l'évolution de la pandémie de Covid-19», indique le ministère dans un communiqué.

Il a précisé que «ces déclara-

tions ont été données par une personne qui ne fait plus partie du Comité scientifique et que ces propos n'engagent par conséquent qu'elle-même», rappelant à ce propos que «des décisions de cette nature relèvent exclusivement des prérogatives des autorités concernées en relation avec la commission ministérielle de la Fetwa».

Pour sa part, le Comité scien-

tifique a fait savoir qu'«il est consulté sur les aspects liés aux mesures de prévention et de protection contre la propagation de la pandémie de coronavirus Covid-19 et les protocoles sanitaires à mettre en œuvre dans ce cadre et n'indique n'avoir émis aucun avis sur cette question», conclut le communiqué.

L. O.

Ressources hydriques

Face au stress hydrique, l'Algérie doit tirer profit des eaux recyclées

L'Algérie doit trouver des alternatives appropriées pour faire face au stress hydrique qui se manifeste ces dernières années par une raréfaction de la pluviométrie, a recommandé, jeudi à Alger, le Professeur Brahim Mouhouche de l'Ecole supérieure d'agronomie d'Alger (ENSA).

Intervenant sur les ondes de la radio Chaîne3, M. Mouhouche a affirmé qu'en plus des eaux des barrages, avec plus de 7,5 milliards de mètres cubes, et la technique du dessalement de l'eau de mer qui génère plus d'un milliard de mètres cubes d'eau potable par an, «l'Algérie doit recourir à d'autres méthodes de mobilisation de cette denrée précieuse telles l'utilisation des eaux recyclées». A ce propos, il a fait

constater que 5 % à 6 % seulement de cette eau recyclée est réutilisée, alors que la moyenne mondiale est de l'ordre 50 %.

«Plus d'un milliard de m³ d'eau sont jetés dans la nature en Algérie», a-t-il regretté, estimant que le pays pourrait au moins réutiliser 700 ou 800 millions de m³ pour irriguer en complément les grandes cultures, tout en respectant les conditions édictées par le décret de 2012 qui fixe la réutilisation des eaux usées recyclées.

Outre l'irrigation des grandes cultures, notamment les fourrages, les céréales et les légumes secs, cette solution de l'eau recyclée peut-être également utilisée à bon escient au profit du secteur industriel, a-t-il suggéré.

Cependant, il a relevé qu'il y a un véritable problème pour l'acheminement de ces eaux recyclées vers les zones agricoles ou même vers les zones industrielles, du fait que les stations d'épuration de ces eaux ne sont pas raccordées aux zones de production.

Il a expliqué que l'épuration des eaux usées en Algérie était faite initialement pour la protection de l'environnement et non pas pour le recyclage, ce qui fait que ces ressources épurées soient rejetées dans la nature.

A cet effet, il a insisté sur l'urgence de créer des réseaux pour le transfert des eaux rejetées vers les sites de leur réutilisation.

Concernant les eaux souterraines, notamment au Sud, considérées parmi les plus

grandes nappes du monde et dont le potentiel est évalué à 50 000 milliards de mètres cubes en réserve, M. Mouhouche a rappelé qu'il s'agit d'une ressource non renouvelable qui a une durée de vie de 2 à 3 millions d'années.

Il a estimé, par ailleurs, que l'exploitation de cette ressource n'est pas facile du fait qu'elle soit très profonde dans certaines régions.

De plus, a-t-il ajouté, cette ressource ne peut pas être considérée comme étant une eau potable vue sa conteneur en sel (2,5 à 3 grammes par litre).

Il a néanmoins affirmé qu'il y a une possibilité d'installer des entreprises dans le Sud pour la déminéralisation de ces eaux saumâtres et les transformer en eau pratiquement buvable.

Grâce au projet de Gara Djebilet

L'Algérie se dirige vers l'autosuffisance en fer à l'horizon 2025

■ L'Algérie pourra renoncer à l'importation du fer en 2025, grâce au projet de Gara Djebilet (Tindouf), avec la possibilité de s'orienter vers l'exportation, a estimé le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.



Par Samia Y.

Dans une interview accordée à la revue «Echaab économie» dans son numéro du mois de mars, M. Arkab a précisé que le projet de Gara Djebilet augmentera la cadence de sa production pour atteindre «12 millions de tonnes de fer/an, à partir de 2025», ce qui permettra à cette mine de couvrir «toute

l'activité de transformation du fer en Algérie».

Selon le ministre, le Trésor public peut économiser près de 2 milliards de dollars/an, une fois l'importation de ce métal totalement arrêtée, avec possibilité de «s'orienter vers l'exportation». Ce projet peut également générer 3 000 postes d'emploi, dont 1 000 permanents, dès son entrée en phase de production. Cette mine dispose d'une réserve

de 3,5 milliards de tonnes de fer, a fait savoir M. Arkab.

Evoquant l'exploitation du marbre et du granit, le ministre a indiqué que l'Algérie peut «couvrir 200 % de ses besoins», grâce aux gisements dont elle regorge, sachant que «la plus grande partie de ces gisements n'est pas exploitée». Il a fait savoir dans ce sens que la valeur ajoutée de l'exploitation de ces deux roches «est considérable» pour les

investisseurs et l'économie nationale, à travers la contribution à la réduction de la facture d'importation.

Concernant les métaux et les terres rares, il a fait état d'un audit des indicateurs sur les volumes des réserves qui font ressortir la présence de ces richesses aux quatre coins du pays, avec une plus grande concentration dans les régions du sud du pays.

Cet audit devra permettre de définir les sites de ces matières rares, et ce, après la finalisation des études sur terrain et la vérification effective des réserves et de la faisabilité économique pour leur exploitation.

A ce propos, le ministre a souligné que le secteur des mines «requiert l'exactitude des données», appelant à cesser de communiquer des indicateurs non vérifiés et à recourir aux nouvelles technologies pour «une vision globale du secteur minier», notamment en ce qui concerne les types des métaux, leur profondeur et les surfaces de leur concentration.

Il a salué, par ailleurs, la contribution du ministère de la Défense nationale qui a mis à la

disposition de l'Agence du service géologique de l'Algérie (Asga), la technique de «levé géophysique aérien» qui permet de procéder à «un scan des surfaces minières». S. Y.

Chicago

Le maïs recule après des ventes à l'étranger décevantes

LE COURS du maïs coté à Chicago a baissé jeudi, après des ventes à l'étranger nettement inférieures aux attentes. Le blé a aussi reculé, tandis que le soja a fini en petite hausse.

Selon les chiffres hebdomadaires du gouvernement américain, un total de 155 000 tonnes de maïs a été vendu entre le 25 et le 29 février, là où le marché attendait un volume compris entre 450 000 et 1,1 million de tonnes.

Il s'agit du plus faible volume d'exportation depuis le début de l'année pour la céréale.

Du côté du blé (243 000 tonnes) et du soja (533 000 tonnes), les ventes se sont établies dans la fourchette des prévisions des analystes.

«Si les volumes de soja et de blé ont augmenté par rapport à la semaine précédente, ils restent en-dessous de leur demi-re moyenne sur quatre semaines», fait observer Ben Potter, de Farm Futures Daily.

Le prix du soja a, par ailleurs, continué de monter avec les inquiétudes au sujet des semis et des récoltes en Amérique du Sud.

En Argentine, l'un des premiers producteurs mondiaux, un temps chaud et sec pourrait porter atteinte aux cultures. Au Brésil, le plus gros exportateur mondial de l'oléagineux, les récoltes pourraient quant à elles être retardées par des averses dans les zones productrices.

Le marché a désormais les yeux tournés sur le prochain rapport mensuel du gouvernement américain sur l'offre et la demande de produits agricoles dans le monde, qui doit être diffusé mardi prochain. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé à 6,5100 dollars contre 6,5600 dollars mercredi, en baisse de 0,76 %.

Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mai a fini à 5,3525 dollars contre 5,4500 dollars la veille, lâchant 0,51 %. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mai a terminé à 14,1050 dollars contre 14,0750 dollars à la dernière clôture, s'appréciant de 0,21 %.

R. E.

Chine

La hausse du budget militaire accélère légèrement à +6,8 % pour 2021

La Chine a indiqué, hier, que son budget militaire, le deuxième du monde après celui des Etats-Unis, augmentera de 6,8 % en 2021, une très légère accélération par rapport à l'an dernier.

Ce taux de croissance, plus élevé qu'en 2020 (il était de +6,6 %), a été annoncé par un rapport du ministère des Finances publié en marge de la session

annuelle du Parlement. Pékin prévoit de dépenser 1 355,34 milliards de yuans (209 milliards de dollars) pour sa défense.

Ce budget militaire chinois reste trois à quatre fois inférieur à celui de Washington et bien plus bas que les augmentations à deux chiffres qui étaient la norme jusqu'en 2014.

La Chine justifie ces hausses par plusieurs raisons : rattraper

l'Occident, améliorer le paiement de ses militaires pour attirer de nouveaux talents, ou mieux défendre ses frontières avec de nouveaux armements. Elle entend ainsi affirmer sa souveraineté en mer de Chine méridionale (vis-à-vis notamment du Vietnam et des Philippines), en mer de Chine orientale (sur les îles Senkaku contrôlées par le Japon) ainsi que dans les montagnes de l'Himalaya

et du Karakoram (face à l'Inde). Selon les dernières données disponibles de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), qui fait autorité, les Etats-Unis étaient loin devant (732 milliards de dollars) en termes de dépenses militaires en 2019, devant la Chine (261), l'Inde (71), la Russie (65), l'Arabie saoudite (62) et la France (50). Sara B.

Changes

Le dollar au plus haut depuis un mois après une intervention du président de la Fed

Le dollar a grimpé jeudi à son plus haut niveau depuis un mois face à l'euro et à un panier d'autres monnaies, après la hausse des rendements obligataires à la suite d'une intervention du patron de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell.

Vers 20h30 GMT, le dollar gagnait 0,77 % face à l'euro, à 1,1970 dollar. Le dollar index, qui compare la monnaie américaine à un panier d'autres devises, montait également. Lors d'une conférence, le président de la Fed, Jerome Powell, a continué de se montrer placide face à la

montée des taux obligataires ces dernières semaines, qui reflète les craintes des investisseurs quant à une surchauffe de l'économie américaine et une résurgence de l'inflation.

Une fois de plus, «alors que les marchés s'attendaient peut-être à ce que la Fed réagisse à cette montée des taux (...), elle a au contraire embrassé l'idée que les rendements montent à cause des perspectives économiques positives», a expliqué à l'AFP Mazen Issa, de TD Securities.

M. Powell a estimé que le marché du travail américain ne retrouverait pas le plein emploi

cette année, une des conditions que s'est donnée la Fed pour relever les taux d'intérêt. Il a aussi balayé les craintes d'une trop forte inflation à venir, indiquant que la hausse des prix devrait rester provisoire. Pourtant, les rendements sur les bons du Trésor américain à 10 ans ont grimpé en flèche pour s'établir à 1,54 % vers 20h30 GMT, atteignant un plus haut depuis un an pour la deuxième fois en deux semaines.

La Bourse de New York a réagi avec un plongeon de plus de 2 % peu avant la clôture du Nasdaq, qui regroupe les

grandes valeurs technologiques dites de croissance, parce qu'elles ont besoin de capitaux pour croître.

Le dollar a joué son rôle de valeur refuge, profitant de l'affolement des marchés. Sans compter qu'à l'avenir, la monnaie américaine pourrait être rendue plus attractive par une politique monétaire plus stricte.

Les analystes d'UBS estiment toutefois que la faiblesse du dollar, qui avait atteint début janvier son plus bas niveau en deux ans et demi, va reprendre.

«Les mesures de soutien à l'économie américaine profitent

1^{re} édition du Salon du livre algérien

Plus de 200 maisons d'édition au rendez-vous

■ La pandémie de Covid-19 a empêché l'organisation du Salon international du livre d'Alger qui attire chaque année un grand nombre d'exposants et de visiteurs. Cependant, le ministère de la Culture et des Arts a décidé d'organiser un Salon national où les maisons d'édition peuvent exposer les ouvrages.



Ph/D.R.

Par Abila Selles

Prévu du 11 au 20 mars courant, cet événement verra la participation de plus de 200 maisons d'édition représentant les quatre coins du pays. Ce salon, qui sera comme une bouffée d'oxygène pour les éditeurs, sera organisé au Pavillon central du Palais des expositions (Pins Maritimes), à Alger.

Organisée sous l'égide du ministère de la Culture, cette manifestation nationale verra la participation de 216 maisons d'édition et 12 établissements

publics, a précisé Mustapha Kallab Debbih, président de l'Organisation nationale des éditeurs de livres (Onel), organisatrice de l'événement, faisant état d'un programme culturel et professionnel et de séances de dédicaces par une trentaine d'écrivains, qui ont publié leurs

ouvrages sur leurs propres fonds.

Les conférences professionnelles traiteront de plusieurs thèmes, notamment la réalité de l'édition en Algérie les cinq dernières années, la distribution et la traduction, le livre en milieu scolaire et l'e-book, outre la lutte contre le piratage, la protection des droits d'auteur.

Au volet culturel, des conférences sont au programme sur le savant Mohamed Bencheneb et les innovations destinées aux personnes à besoins spécifiques, ainsi qu'en histoire sur la journée de la Victoire (19 mars).

Le livre des adolescents et jeunes et la bande dessinée en Algérie seront également au menu de ces conférences.

Un protocole sanitaire strict sera mis en place à cette occasion, notamment l'accès uniquement pour les plus de 16 ans, la distanciation physique, la mise à disposition du gel hydro-alcoolique au niveau des entrées et le rappel périodique des mesures préventives.

Un grand écran sera également installé dans ce pavillon pour diffuser les conférences, outre une application permettant l'accès à l'ensemble des maisons d'édition et leurs ouvrages, ajoutent les organisateurs.

Cette initiative vise à «redynamiser la scène culturelle après une année de paralysie quasi-totale en raison de la pandémie, qui a frappé de plein fouet le

domaine de l'édition», expliquent les organisateurs qui assurent que ce rendez-vous sera désormais «annuel au mois de mars».

Concernant l'impact de la pandémie sur l'édition, Kallab Debbih a affirmé que ce secteur «a été considérablement impacté par la pandémie, d'où une réduction des prix des pavillons pour les éditeurs», appelant le ministère de la Culture à «soutenir ces éditeurs à travers ses mécanismes de soutien» ainsi que «l'élaboration d'un cahier des charges pour définir les véritables éditeurs méritant ce soutien». **A. S.**

Après une année d'arrêt Le théâtre d'Oran reprend ses activités

LE THÉÂTRE régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» a repris ses activités après près d'une année d'arrêt, avec un riche programme, notamment en ce qui concerne les spectacles pour enfants, a-t-on appris, jeudi, auprès de son directeur, Mourad Senouci.

Mardi dernier, le TRO a retrouvé son public lors de la représentation de la pièce de théâtre pour enfants «Plus petit que moi». Tout un programme au profit du jeune public a été tracé, a souligné le même responsable, déclarant : «Nous avons repris les spectacles pour enfants tous les samedis et mardis après-midi et un programme spécial pour les vacances de printemps a été mis en place, avec un spectacle par jour du 11 au 19 mars».

S'agissant des mesures de prévention contre le Covid-19, le directeur du TRO a assuré que la distanciation sociale est assurée et que le nombre de places a été réduit de plus de la moitié, avec un siège sur deux qui doit rester vide.

Un programme pour le public adulte a également été tracé pour le mois de mars qui sera marqué par plusieurs événements culturels, dont la commémoration de l'assassinat du grand dramaturge Abdelkader Alloula avec une grande exposition d'un important fonds documentaire, prévue le 10 mars.

Par ailleurs, le TRO accueille aujourd'hui deux troupes de musique andalouse, qui se produiront sur les planches dans le cadre du festival «Andalus» organisé par l'association «D'art D'art».

Les troupes se produiront sans public et la soirée sera filmée et diffusée sur le net, comme l'ont prévu les organisateurs qui comptent diffuser également des concerts de troupes de Marseille, Montpellier et Paris. **F. H.**

Festival international du court-métrage d'Imedghassen

Les meilleures œuvres primées

Le rideau est tombé jeudi soir sur le Festival international du court-métrage d'Imedghassen au théâtre régional de Batna, avec la remise des prix aux meilleures œuvres des deux compétitions internationale et nationale, en présence d'un public nombreux et des amateurs de 7^e art.

Le directeur artistique du festival, Ali Djebara, a indiqué dans ce contexte à l'APS que toutes les œuvres primées durant cette première édition ont traité des sujets humanitaires. S'agissant de la compétition internationale, le prix du meilleur court-métrage a été décerné à l'œuvre palestinienne-allemande «Maradona's legs» du réalisateur Firas Khoury, consacrée à la question des enfants réfugiés et de l'occupation à travers le football et leur star préférée Maradona.

Le prix du meilleur tournage a été attribué ex æquo au film russe «Child's happiness» d'Andreï Kudorov et au film algérien «La page blanche» du réalisateur Nadjib Amraoui, tandis que le court-métrage

«Philosophe», du réalisateur Fadhel Abdelatif du Maroc, a décroché le prix de la meilleure réalisation. Quant au prix du jury, il a été décerné au film «Sotra» du réalisateur algérien Abdallah Aggoune.

Concernant la compétition nationale, le prix du meilleur film a été attribué au film «Nota» d'Imad Benamoura, celui du meilleur scénario au film «Domino», coréalisé par Mohamed Allouane et Farid Noui, le prix du meilleur tournage à la production «Kayen ouala ma kanech» de Abdallah Kada et celui de la meilleure réalisation à «Nos souvenirs» de Farid Noui et Walid Benyahia.

La soirée de clôture à laquelle a pris part le wali de Batna, Toufik Mezhoud, a donné lieu à la distinction de figures de la scène artistique nationale et locale, dont Mohamed El Aouadi, Malika Belbey, Nawal Messaoudi et Mabrouk Feroudji, ainsi qu'un hommage particulier au réalisateur Ahmed Rachedi.

La manifestation, organisée par la coopérative Lemsa, a vu

la projection de 14 court-métrages de réalisateurs de 14 pays et 12 autres court-métrages de plusieurs wilayas.

Ces films ont été projetés à la cinémathèque Aurès, rouverte à l'occasion après une opération de réhabilitation et de restauration après 20 années de fermeture. Plusieurs stars nationales, dont le réalisateur Ahmed Rachedi et des comédiens, à l'instar de Salah Aougrou et Hakim Dekkar, étaient présents à cette édition du court-métrage d'Imedghassen qui a attiré un public nombreux de Batna et des wilayas voisines.

Des ateliers de formation aux métiers du cinéma ont été également organisés au cours de cette manifestation au profit de jeunes par des enseignants spécialisés de l'université Batna-2.

A l'ouverture de ces journées du court-métrage, Ahmed Rachedi a salué l'initiative, estimant qu'elle «constitue un pas vers la relance et la dynamisation de la scène cinématographique et culturelle».

Il a souhaité, à cet effet, que ces initiatives s'étendent aux autres wilayas pour permettre au plus grand nombre de jeunes cinéastes de faire connaître leurs œuvres.

De son côté, le directeur du Centre algérien de la cinématographie, Salim Aggar, a estimé que cette manifestation constitue «un événement majeur» organisé par des jeunes amateurs du 7^e art, considérant que l'importance du festival est de se focaliser sur le court-métrage qui constitue une forme cinématographique très appréciée par les jeunes cinéastes.

Le festival de quatre jours a été marqué par l'organisation d'excursions vers des sites archéologiques de la wilaya de Batna, dont Timgad et le tombeau royal numide d'Imedghassen, selon son Commissaire Issam Taâchit qui a mis l'accent sur la «dimension artistique, culturelle et touristique de la manifestation».

M. K.



Irak

Le pape entame «content» sa visite historique

■ Le pape François est arrivé hier «content» en Irak, pour un voyage historique sous haute protection et malgré la pandémie, sur une «terre martyre depuis des années» où il entend reconforter l'une des plus anciennes communautés chrétiennes au monde.

Par Mourad M.

Le souverain pontife de 84 ans, qui a déclaré arriver en «pèlerin de la paix», a atterri à 11h00 GMT à Bagdad pour une visite de trois jours durant laquelle il tendra aussi la main aux musulmans en rencontrant le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité pour de nombreux chiites d'Irak et du monde.

Le pape, masqué, sera souvent seul sur les routes, refaites pour l'occasion, en raison d'un confinement total décrété après que le nombre de contaminations a battu cette semaine un record, avec plus de 5 000 cas de Covid-19 recensés par jour.

«J'essaierai de suivre les indications et de ne pas donner à la main à chacun, mais je ne veux pas rester loin», a déclaré le pape argentin dans l'avion.

Le chef des 1,3 milliard de catholiques du monde, qui s'était dit «en cage» ces derniers mois au Vatican tournant au ralenti, s'est dit dans l'avion «content de reprendre les voyages» après 15 mois sans déplacement.

«Celui-ci est un devoir envers une terre martyre depuis tant d'années», a-t-il ajouté, même s'il s'effectuera sans bain de foule et en voiture blindée ou les airs pour le pape dont l'hélicoptère

ou l'avion survolera parfois des zones où se terrent encore des jihadistes du groupe État islamique (EI).

Les autorités à Bagdad ont assuré avoir pris toutes les mesures de sécurité «terrestres et aériennes».

«L'Irak accueille le pape François en réaffirmant à quel point leurs liens humains sont profonds», a tweeté le Premier ministre, Moustafa al-Kazimi, qui reçoit le pape à l'aéroport.

Les étapes de la visite papale rassembleront quelques centaines de personnes seulement, à l'exception d'une messe dimanche dans un stade d'Erbil au Kurdistan, en présence de plusieurs milliers de fidèles.

Le programme est ambitieux. Bagdad, Najaf, Ur, Erbil, Mossoul, Qaraqosh : d'hier à lundi, le pape parcourra 1 445 km dans un pays encore frappé mercredi par des tirs de roquettes meurtriers, dernier épisode en date des tensions irano-américaines.

Depuis toutefois, un des groupes qui revendiquent parfois ces attaques a annoncé une trêve le temps de la visite papale – saluant malgré tout l'attaque de mercredi.

Pour Saad al-Rassam, chrétien à Mossoul, toujours en reconstruction après la guerre



P. A. D. R.

contre l'EI, ce voyage tombe à point nommé dans ce pays dont le taux de pauvreté a doublé à 40 % en 2020. «Nous espérons que le pape expliquera au gouvernement qu'il doit aider son peuple», dit-il à l'AFP.

Comme à chaque fois, le pape François commencera par un discours devant les dirigeants irakiens. Au-delà des difficultés sécuritaires ou économiques des 40 millions d'Irakiens, ils évoqueront le traumatisme supplémentaire des chrétiens.

Quand en 2014, l'EI a pris la plaine de Ninive, leur bastion du nord, des dizaines de milliers d'entre eux ont fui et peu font désormais confiance à des forces de l'ordre qui les avaient alors abandonnés, disent-ils.

«Certains ont eu quelques minutes pour décider s'ils voulaient partir ou être décapités»,

rappelle le père Karam Qacha.

«On a dû tout laisser, sauf notre foi», résume ce prêtre chaldeen à Ninive, dénonçant le peu d'aide aux chrétiens pour récupérer leurs maisons ou leurs terres, souvent accaparées par des miliciens – parfois chrétiens eux-mêmes – ou des proches de politiciens.

Mais, se lamente le cardinal Leonardo Sandri, de la «Congrégation pour les églises orientales» au Vatican, «un Moyen-Orient sans les chrétiens, c'est un Moyen-Orient qui a la farine mais pas le levain et le sel».

C'est pour cela, dit-il, que le pape François ne manquera pas de les appeler à rester ou à revenir en Irak où ils sont 400 000, contre 1,5 million en 2003.

Un appel au retour «obligatoire» mais «difficile», convient le

cardinal Sandri, tant l'Irak va depuis 40 ans de guerre en crise politique ou économique.

Selon la fondation «Aide à l'Eglise en détresse», seuls 36 000 des 102 000 chrétiens partis de Ninive sont revenus. Parmi eux, un tiers dit vouloir émigrer à cause des miliciens, du chômage, de la corruption et des discriminations.

Aujourd'hui, pour la première fois de l'histoire, le pape sera reçu à Najaf (sud) par le grand ayatollah Ali Sistani en personne, un homme frère de 90 ans jamais apparu en public.

Le pape participera également à une prière à Ur, berceau d'Abraham dans le sud, avec des dignitaires chiites, sunnites, yazidis et sabéens.

M. M.



Commentaire

Barrage

Par Fouzia Mahmoudi

Une majorité de la classe politique française assure ne pas être défaitiste et n'envisage pas comme une fatalité un nouveau duel présidentiel opposant Marine Le Pen à Emmanuel Macron, rares sont ceux qui ne se laissent aller tout de même à commenter cette possibilité annoncée aujourd'hui par tous les sondages sur l'élection présidentielle de 2022. Surtout, il semblerait que les discours sur le «barrage républicain» qui a toujours gardé le Front National, puis aujourd'hui le Rassemblement National loin du centre des pouvoirs, a beaucoup changé et n'a plus la même résonance qu'en 2002, à son apogée, ou en 2017. Invité sur France 2 jeudi, Guillaume Peltier, vice-président des Républicains, n'a pas encouragé les électeurs de droite à se tourner vers Emmanuel Macron en cas d'un nouveau second tour contre Marine Le Pen en 2022. «Je ne me suis pas engagé en politique pour faire barrage à qui que ce soit, a souligné le numéro 2 de LR. J'en ai marre de cette pensée unique, de ce politiquement correct de ces gens qui se lèvent en disant : "Je me suis engagé contre Marine Le Pen"». Déjà, en 2017, Guillaume Peltier avait refusé de choisir au second tour. «Je n'ai pas voté Emmanuel Macron, j'ai voté blanc», a-t-il expliqué, sans préciser quel bulletin il glisserait dans l'urne si ce scénario se reproduisait. Pour le député de Loir-et-Cher, ce potentiel match retour qu'annoncent, pour l'instant, tous les sondages, serait un «duel mortifère». Cette expression est reprise à droite comme à gauche. Elle sous-entend que le projet d'Emmanuel Macron et celui de Marine Le Pen ne seraient pas si différents. Sans surprise, les macronistes ne cessent de dénoncer l'irresponsabilité de l'opposition, qui met ainsi sur un pied d'égalité le projet du président français et celui de la présidente du Rassemblement national. «Je crois en une espérance, à une alternative, à une politique différente, a assuré Guillaume Peltier. Le seul qui est parvenu à faire baisser le Front National, c'est Nicolas Sarkozy en 2007. À nous, la nouvelle génération de demain, de porter cette espérance, de convaincre les électeurs du Front National». Toutefois à droite, si le nom de Xavier Bertrand se fait de plus persistant, aucun candidat n'émerge vraiment et ne semble être capable de concurrencer Macron et Le Pen et encore moins de se retrouver au second tour de la présidentielle. Mais il reste encore une année aux Républicains pour se préparer et pour se trouver le bon candidat qui pourra offrir un nouveau mandat de la droite à l'Élysée. F. M.

Birmanie

Les manifestants rivalisent d'idées pour échapper aux soldats de la junte

Un peu partout à Rangoun, des longyi, sortes de jupes longues nouées sur le nombril, étendus sur une corde à linge, barrent les rues de la ville.

Aussi inoffensif que cela puisse paraître, ces installations ont pourtant maintes fois arrêté les forces de l'ordre dans leur progression pour disperser une manifestation anti-junte.

En cause, une superstition liée aux vêtements de femmes, dont les hommes ne doivent pas approcher.

C'est l'une des tactiques utilisées pour résister, depuis le putsch du 1^{er} février qui a évincé la Cheffe du gouvernement civil, Aung San Suu Kyi, et porté au pouvoir une junte militaire.

L'armée a petit à petit intensifié sa répression, utilisant des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes, des balles en caoutchouc et parfois même des balles réelles contre

des manifestants, qui font preuve d'imagination pour riposter.

Certains habitants apposent sur leurs vêtements des photos du chef de la junte, le général Min Aung Hlaing. Des posters le représentant sont également collés à même le bitume, dans le but de freiner la progression des soldats, réticents à marcher sur le visage de leur chef.

Depuis le coup d'État, Rangoun s'est transformée. Afin d'empêcher les troupes d'entrer dans leur quartier, les manifestants ont construit des barrières de fortune avec de vieux pneus, des briques, des sacs de sable, du bambou et du fil barbelé. Certains manifestants sont équipés de sacs en plastique remplis d'eau, qu'ils balancent sur les bombes de gaz lacrymogènes, afin de les étouffer au maximum avant qu'ils ne fassent mal aux yeux. D'autres brandissent des miroirs en guise de

boucliers pour semer la confusion dans le camp adverse. D'autres encore utilisent des extincteurs pour créer un nuage de fumée autour d'eux, leur permettant de s'enfuir plus facilement.

Même avec toute leur ingéniosité, empruntant des tactiques aux mouvements pro-démocratie de Hong Kong et de Thaïlande, le terrain reste inégal, dit Thinzar.

«Nous restons sur notre propre principe, qui est la non-violence... Nous devons retarder cette violence pour nous assurer que nous avons moins de blessures de leur part».

Au moins 54 civils ont été tués depuis le coup d'État, selon l'ONU, et des images diffusées en continu sur les réseaux sociaux ont montré des forces de sécurité tirant sur la foule et des corps couverts de sang souffrant de blessures par balle à la tête.

Libye

La composante du gouvernement intérimaire remise au Parlement

■ Le Chef du gouvernement intérimaire en Libye, Abdelhamid Debeibah, a remis, jeudi, la composante de son exécutif, à la Chambre des représentants du peuple (Parlement) en vue de son approbation lundi prochain, a fait savoir le Bureau de communication du gouvernement dans un communiqué rendu public.



Par Mondji D.

« Conformément à la feuille de route et aux accords politiques conclus par le Forum de dialogue politique libyen (FDPL) à Genève en Suisse, sous l'égide de l'ONU, M. Abdelhamid Debeibah a remis, jeudi, la liste des ministres du gouvernement d'union nationale à la Chambre des représentants du peuple (Parlement) pour son approbation le 8 du mois en cours », indique le communiqué.

Le président du Parlement, Aguila Salah, a démenti récemment les informations selon lesquelles le Chef du gouvernement intérimaire lui a remis la composante de son exécutif jeudi dernier, soit avant l'expiration du délai de 21 jours que le FDPL lui

avait accordé pour rendre public son gouvernement.

Abdelhamid Debeibah a affirmé de son côté, jeudi dernier, lors d'une conférence de presse à Tripoli, que les noms des ministres devant figurer dans le gouvernement d'union nationale seront révélés lors de la séance du vote de confiance.

La séance du vote de confiance au nouveau gouvernement aura lieu le 8 du mois en cours dans la ville de Syrte, au centre de la Libye. Jeudi, quelque 100 députés ont affirmé qu'ils vont assister à la séance de vote de confiance.

Selon les accords du FDPL, en cas d'échec du gouvernement à avoir la confiance du Parlement, l'approbation de l'exécutif reviendra aux membres du FDPL.

100 députés assisteront à la séance du vote de confiance

Quelque 100 députés du Parlement libyen assisteront à la séance du vote de confiance au gouvernement intérimaire de Abdelhamid Debeibah, prévue lundi prochain à Syrte (centre de la Libye), a fait savoir, jeudi, Mohamed al-Raidh, membre du Parlement. « Les députés se rendront par voie terrestre à Syrte, en empruntant la route côtière qui sera ouverte à partir de samedi prochain », a précisé M. al-Raidh, cité par l'Agence russe Sputnik. La Chambre des représentants du peuple (Parlement) compte 175 députés. Quelque 84 parlementaires ont affirmé récemment qu'ils vont voter en faveur du gouvernement de Abdelhamid Debeibah. Selon les

lois en vigueur, il faut 140 voix pour approuver le nouveau gouvernement.

Les députés qui refusent de prendre part à la séance du vote de confiance, demandant dans leur grande majorité d'ajourner la tenue de ladite séance, selon des médias libyens.

« Ils pensent que les conditions nécessaires pour sa tenue ne sont pas encore réunies, notamment après la publication par des experts de l'ONU d'un rapport sur des allégations de corruption lors du Forum de Genève », ajoutent les mêmes sources.

Pour rappel, les accords conclus au début du mois de février écoulé par le Forum de dialogue politique libyen (FDPL) à Genève en Suisse, sous l'égide de l'ONU, prévoient qu'« en cas d'échec du gouvernement à obtenir la confiance du Parlement, l'approbation de l'exécutif reviendra aux membres du FDPL ». La ville de Syrte que les parlementaires ont choisie à la majorité pour abriter la séance du vote de confiance, a d'ores et déjà entamé les préparatifs pour accueillir dans de meilleures conditions les délégations du gouvernement et du Parlement, ont indiqué récemment les autorités locales. Le Comité militaire mixte libyen (5+5) a affirmé de son côté dimanche, que la ville de Syrte est prête pour accueillir la séance de la Chambre des représentants consacrée au vote

de confiance au nouveau gouvernement.

« Tous les membres du Comité ont assuré que le lieu de l'organisation de la session consacrée au vote de confiance au gouvernement, dans la ville de Syrte, était prêt et sécurisé », a précisé le Comité militaire dans un communiqué rendu public.

Le Premier ministre du gouvernement intérimaire, Abdelhamid Debeibah, a soumis, jeudi dernier, le programme de son gouvernement et son exécutif au Conseil présidentiel pour examen et au Parlement pour approbation.

Le nombre de portefeuilles ministériels et les profils choisis seront rendus publics lors du vote de confiance. Selon M. Debeibah, les ministres ont été sélectionnés sur la base de trois critères, à savoir la compétence, la diversité et une large participation.

Le gouvernement intérimaire s'est fixé douze objectifs durant la phase de transition devant prendre fin le 24 décembre prochain. Parmi les priorités figurent notamment la nécessité d'assurer la souveraineté nationale à travers l'ensemble du territoire libyen, réunifier les institutions de l'Etat et évacuer les mercenaires et forces étrangères présents en Libye.

M. D.

Maroc/Inondations

L'ONDH dénonce l'absence des responsables dans la gestion de la catastrophe

Le président de l'Observatoire du Nord pour les Droits de l'Homme (ONDH) au Maroc, Mohamed Benaissa, a affirmé que les dégâts engendrés par les fortes pluies qui ont touché la ville de Tétouan sont plus importants que ceux annoncés par les autorités, dénonçant l'absence des responsables locaux dans la gestion de la catastrophe.

Dans un communiqué repris par la presse locale au lendemain des inondations, l'ONDH a dressé un constat fait sur la base des tournées effectuées par ses

membres sur le terrain.

Le président de l'ONDH a affirmé, à ce titre, que les dégâts sont plus importants que ceux annoncés, étant donné que les « inondations ont touché plusieurs quartiers populaires de la ville dont l'infrastructure ne peut faire face à des pluies diluviennes ».

« Ces habitations sont construites sur un courant d'eau important », a fustigé le président dans le communiqué, qui a tenu pour responsables les élus locaux qui « en pluis ont déserté les rues alors que les

citoyens étaient livrés à leur propre sort ».

« Cela démontre la façon dont sont gérées les catastrophes de ce genre par nos responsables », a dénoncé Mohamed Benaissa, soulignant, toutefois, que « sans l'entraide entre les habitants, les dégâts auraient été certainement plus conséquents ».

Par ailleurs, l'ONDH a tenu également pour responsable la société de distribution d'eau potable et d'électricité, ainsi que de la collecte et du traitement des eaux usées de la ville, Amendis, qui four-

nit de « très mauvais services ».

Pour rappel, les fortes pluies se sont abattues lundi sur la ville de Tétouan dans le nord du Maroc, faisant d'importants dégâts. Les autorités locales ont dénombré 275 maisons touchées par les inondations, de plus 11 voitures légères ont été emportées par les eaux et les murs extérieurs de certains établissements ont partiellement été détruits. Mais les ONG estiment que le bilan établi par les autorités ne reflète pas la réalité.

Hamid F.

Covid-19

Le vaccin chinois de Sinovac obtient une licence de mise sur le marché en Tunisie

Une licence promotionnelle exceptionnelle et temporaire a été accordée pour administrer, sur le marché tunisien, le vaccin chinois de Sinovac contre le nouveau coronavirus, selon le ministère tunisien de la Santé, cité par la presse. Selon la même source, cette autorisation a été accordée au laboratoire chinois en question (Coronavirus Sinovac Chine), en date du 4 mars courant. Cette autorisation urgente de mise sur

le marché tunisien a été accordée après évaluation du dossier déposé par le laboratoire chinois, par le Laboratoire national de contrôle des médicaments, le Centre national de pharmacovigilance avec l'apport d'autres experts dans les domaines de la virologie, de la toxicologie, de l'immunologie et des maladies infectieuses en Tunisie.

Selon une source du bureau d'information du ministère de la Santé, « cet arrangement permet-

tra l'accélération du processus d'acquisition de ce vaccin ». Plus tôt dans la journée de ce jeudi, le ministre tunisien de la Santé, Faouzi Mehdi, a révélé à la radio privée ExpressFm, qu'un avion militaire s'enverra au début de la semaine prochaine vers la Chine, pour récupérer 300 000 doses du vaccin Sinovac. « On attend ces lots en plus des 93 000 doses du vaccin Pfizer qui arriveront au cours de ce mois de mars et de 30 000 doses

du vaccin russe, Sputnik V », a encore fait savoir M. Mehdi.

635 nouvelles infections et 32 décès en une journée

Le ministère tunisien de la Santé a fait état, jeudi, de 635 nouveaux cas positifs au Covid-19 et 32 décès supplémentaires liés à la maladie.

Ainsi, la Tunisie totalise 235 643 cas confirmés de Covid-

19 et 8 106 décès depuis l'apparition de la pandémie dans ce pays, le 2 mars 2020.

Depuis le déclenchement de la crise sanitaire en Tunisie, 10 441 patients atteints du Covid-19 ont été hospitalisés. En date du 3 mars, 1 094 patients étaient toujours sous traitement hospitalier, dont 263 en soins intensifs et 104 sous respiration artificielle.

R. T.



OGCNice

Hicham Boudaoui, joueur du mois de février

C'EST SANS GRANDE surprise que le milieu de terrain international algérien, Hicham Boudaoui, a été élu joueur du mois de février par les supporters de l'OGC Nice.

Le joueur âgé de 21 ans, auteur de prestations de haut

niveau depuis qu'il a été replacé en milieu récupérateur devant la défense, avec notamment deux passes décisives contre Marseille et Rennes, devance avec 53 % des voix Amine Gouiri (31 %) et Jean-Clair Tolibo (6 %).

EN de handball

19 joueurs retenus pour le tournoi qualificatif aux JO

L'ENTRAÎNEUR de la sélection algérienne de handball, le Français Alain Portes, a convoqué 19 joueurs pour prendre part au tournoi de qualification aux JO-2020 de Tokyo, qu'organise Berlin (Allemagne) du 12 au 14 mars, a indiqué, mercredi, la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Cette liste comprend 10 joueurs évoluant dans les différents championnats étrangers dont 5 en France, et les autres en Espagne, Suisse, Turquie, Qatar et Tunisie.

Les neufs autres joueurs font partie du championnat algérien à savoir : GS Pétroliers, JSE Skikda, CRBB Arreridj, et OM Annaba.

Au tournoi de Berlin, les Verts, classés 3^{es} lors de la CAN-2020 en Tunisie, rencontreront la Suède (vice-championne du monde), la Slovénie et l'Allemagne, pays organisateur.

Liste des joueurs

convoqués :

Yahia Zemmouchi (OM Annaba) - Abdallah Menni (GS Pétroliers) - Khelifa Ghodbane (Adimar/Espagne) - Hicham Kaabache (Besiktas/Turquie) - Hicham Daoud (Istres/France) - Riadh Chehbour (GS Pétroliers) - Oussama Boudjenah (JSE Skikda) - Sofiane Beldjillali (Club Africain/Tunisie) - Bastien Khermouche (Dijon Métropole/France) - Redouane Saker (JSE Skikda) - Lyes Bahna (Everdon /Suisse) - Messaoud Berkous (Istres/France) - Zoheir Naim (JSE Skikda) - Abdennour Hammouche (CRBB Arreridj) - Ayoub Abdi (Phenix-Toulouse/France) - Abderrahim Berriah (GS Pétroliers) Nassim Belahcène (Masse-Guison/France) - Mustapha Hadj Sadok (El-Ouakra/Qatar) - Okba Insaad (CRBB Arreridj).

Entraîneur : Alain Portes
Entraîneur-adjoint : Tahar Labane.

Mondial 2021 de Vo Vietnam

Medjber : «La pandémie a perturbé notre préparation»

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de Vo Vietnam, Rabie Aït Medjber, a «regretté que la pandémie du nouveau coronavirus ait empêché la sélection nationale d'effectuer la totalité des stages qu'elle avait prévus en 2020», pour bien préparer les importantes échéances internationales à venir, particulièrement les mondiaux 2021 de la discipline, prévus en juillet prochain en Algérie.

«Je suis profondément navré que les athlètes de la sélection nationale n'aient pu effectuer que deux stages bloqués sur les dix qui étaient programmés entre 2020 et aujourd'hui, pour bien préparer les prochaines importantes échéances internationales, notamment les mondiaux 2021 qui se dérouleront chez-nous, au mois de juillet prochain», a-t-il indiqué à l'APS, expliquant cette «perturbation» dans le programme préparatoire par la pandémie de nouveau coronavirus.

L'Algérie prévoit d'engager 30 athlètes dans ces Mondiaux-2021, sous la direction des entraîneurs

nationaux Chérif Ramdane, Mourad Hammadi, Kathir Moula et Hakim Moussaoui. «La longue période d'arrêt forcé, imposée par la pandémie de Covid-19, a influé négativement sur le forme de nos internationaux», a amèrement admis Aït Medjber, espérant que les quatre prochains mois seront suffisants pour rattraper ce retard.

En raison de la crise sanitaire mondiale, la Fédération internationale avait donné à l'Algérie le choix entre les mois de juillet, septembre et décembre pour abriter ces Mondiaux-2021, et le choix s'est finalement porté sur le mois de juillet.

Lors de la précédente édition, disputée en 2019 à Marseille (France), la sélection algérienne avait décroché la première place dans la spécialité Kumité, et la troisième place au classement général, derrière le Vietnam (vainqueur) et la France (pays organisateur), qui avait pris la deuxième place.

CAN U17

Mohamed Lacette évoque la préparation des Verts

DANS UNE déclaration à FAF TV, le média officiel de la fédération, le sélectionneur national des U17, Mohamed Lacette, s'est exprimé au sujet de la pré-

paration et des ambitions de son équipe lors de la Coupe d'Afrique des Nations.

Pour rappel, la compétition africaine débutera dans

Ligue des champions d'Afrique/ Teungueth FC (Sénégal)- MCA

Le «Doyen» cherchera les trois points

■ Le Mouloudia d'Alger cherchera les trois points lors du match qui l'oppose cet après-midi au club sénégalais, Teungueth FC, l'invité surprise dans ce groupe D, après avoir créé la sensation et éliminé la formation marocaine du Raja Casablanca, reversée depuis en Coupe de la CAF.



Le MCA souhaite se reprendre au Sénégal

Par Mahfoud M.

Les gars du Doyen n'auront pas la partie facile à Dakar. Ils doivent se battre pour tenter de revenir avec un résultat probant et garder leurs chances pour une qualification aux quarts de finale. Ce ne sera pas chose aisée, surtout que l'adversaire espère se reprendre après un départ quelque peu difficile. Les Mouloudéens n'ont pas le choix et doivent profiter de toute situation s'ils souhaitent rester en vie dans ce groupe. La formation algéroise, faut-il le rappeler, avait été tenue en échec lors de la précédente journée par l'équipe tunisienne, l'Espérance de Tunis, qui l'a obligée au partage des points, ce qui n'arrange pas vraiment ses affaires. Ce derby maghrébin a montré toutes les limites du «Doyen» qui ne semble pas prêt pour le haut niveau africain, bien que certains espéraient faire de cette année

du centenaire, l'année du retour en force sur la scène continentale, sachant que le club n'avait pas atteint des tours avancés de la compétition africaine depuis son sacre en 1976. Il se contentait de faire de la figuration depuis et n'a pas dépassé la phase des poules. Le Mouloudia a également traversé une période tumultueuse depuis le changement opéré à la barre technique et l'arrivée de l'entraîneur Abdelkader Amrani, qui n'a pas apporté la sérénité que tout le monde attendait malgré sa bonne volonté. D'ailleurs, le club algérois s'est fait surprendre à domicile lors de la dernière journée du championnat de Ligue 1 face à la JS Kabylie, avec une défaite sur le fil (2/1) qui a déçu les supporters du MCA qui pensaient que leur équipe favorite était capable de jouer le titre cette saison et leur offrir un cadeau à l'occasion du centième anniversaire de la création du club qui a vu le jour en 1921.

Même si le président Almas a demandé à ne pas amplifier cette défaite face à la JSK, il n'empêche que certains considèrent qu'elle pourrait influencer sur le moral des joueurs avant cette joute africaine face aux Sénégalais. Ce n'est pourtant pas l'avis de Amrani qui pense que ses joueurs sont conscients de ce qui les attend lors de ce match et se donneront à fond pour tenter de revenir avec un résultat probant et pourquoï pas l'emporter et empocher les trois points, chose qui n'est pas impossible. Pour ce qui est du groupe, le coach alignera les joueurs les plus en forme et devra compter sur les éléments qui sont connus pour leur vivacité afin de faire la différence, à l'image de Frioui, l'homme en forme du MCA, qui est prêt pour un nouveau défi lors de ce match très important pour son équipe qui désire effacer la dernière contre-performance à domicile.

M. M.

Stade de l'Unité maghrébine (Béjaïa)

L'infrastructure officiellement homologuée

LE STADE de l'Unité maghrébine de Béjaïa a été homologué et pourra de nouveau abriter les rencontres du MO Béjaïa

et de la JSM Béjaïa, pensionnaires de la Ligue 2 amateur de football.

«La commission d'homologation s'est déplacée ce mercredi au stade de Béjaïa pour constater l'achèvement des travaux de renouvellement de la pelouse, engagés il y a quelques semaines. Cette nouvelle pelouse est homologuée FIFA Quality Pro, et est la troisième du type en Algérie», a indiqué la JSMB

sur sa page officielle Facebook.

Du coup, la JSMB recevra l'IRB Lakharia aujourd'hui au stade Opop de Béjaïa (14h30), dans le cadre de la 4^e journée du Championnat (Groupe Centre). En raison de ces travaux, le derby de la Soummam entre le MOB et la JSMB (0-0), comptant pour la 1^{re} journée de championnat (0-0), s'était joué au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou, le 13 février dernier.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Assassinat de Ali Tounsi

La présidente de la cour refuse le réexamen des preuves

LA PRÉSIDENTE du Tribunal correctionnel près la cour d'Alger a refusé, jeudi, la demande de la défense de Chouaïb Oultache, accusé de l'assassinat de l'ancien directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, d'un «réexamen des preuves et de la pièce à conviction», affirmant que «l'expertise réalisée n'a pas à être remise en cause». La défense a demandé le réexamen de l'expertise judiciaire et des procès-verbaux de constat dans cette affaire, notamment l'arme du crime. Dans sa plaidoirie, l'un des avocats a demandé le réexamen des preuves par la police spécialisée, arguant que les étuis de balles présentés en tant que preuves lors de l'audience «ne sont pas à Oultache», ce à quoi la présidente a rétorqué : «Je ne remets pas en cause l'expertise faite et il est inconcevable de tester l'arme du crime dans la salle». Par ailleurs, le procureur général s'est contenté d'interroger l'accusé sur les faits et les déclarations faites lors de l'enquête et le procès de reconstitution du crime. Chouaïb Oultache avait

nié en bloc les faits qui lui sont reprochés, affirmant qu'il lui était impossible de préméditer le meurtre de son ami et frère, en l'occurrence Ali Tounsi. «Il n'y avait entre nous aucun différend qui m'aurait amené à commettre un crime pour un marché», a-t-il déclaré. Et d'ajouter : «Je n'avais aucune intention de tuer Ali Tounsi et tout s'est passé très vite. Je n'avais sorti mon arme qu'après avoir eu la certitude qu'il (Ali Tounsi) allait m'attaquer avec un coupe-papier. Je l'avais d'abord averti en tirant en l'air, mais comme il ne s'est pas arrêté j'ai dû tirer quatre autres balles sur sa main et non pas sur sa tête comme cela a été rapporté». L'ex-chef de l'unité aérienne de la DGSN est poursuivi pour «homicide volontaire avec préméditation, tentative de meurtre et possession d'arme à feu de 4^e catégorie sans autorisation», dans l'affaire Ali Tounsi, assassiné le 25 février 2010 dans son bureau, au siège de la DGSN. Le tribunal criminel près la cour d'Alger avait prononcé, le 27 février 2017, la peine capitale contre Chouaïb Oultache.

Wilaya d'Alger

Plus de 100 kg de drogue saisis et 11 suspects arrêtés

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi, dans deux opérations distinctes, près de 104 kg de drogue et arrêté 11 suspects, indique, jeudi, un communiqué des mêmes services. La brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Draria a neutralisé une bande de malfaiteurs spécialisée dans le trafic de drogue à Alger. A l'issue des investigations, deux individus ont été arrêtés en possession d'une quantité de 4,951 kg de cannabis, note la même source. Après perquisition du domicile du principal suspect, les éléments de la police ont saisi 24,5 kg de drogue et la somme de 495 000 DA, avant d'arrêter les autres suspects impliqués dans la même affaire et de saisir 9 téléphones portables et deux véhicules, a-t-on ajouté. Par

ailleurs, la brigade anti-stupéfiants de la circonscription administrative Centre de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger a démantelé une bande de malfaiteurs composée de 7 individus. Les investigations qui ont duré plus de 3 mois, ont conduit à l'arrestation du principal suspect et de 6 autres individus, outre la saisie d'une quantité de 74 kg de cannabis et une somme d'argent dont 204 millions centimes, 90 dinars tunisiens et 179 yuan chinois. Il s'agit également de la saisie de 4 véhicules, 3 faux permis de conduire, un faux registre du commerce et 10 téléphones portables. Les mis en cause impliqués dans les deux affaires ont été déferés devant le Parquet territorialement compétent, conclut le communiqué.

R. S.

Maroc/Musique

Le chanteur Saad Lamjarred renvoyé aux assises en France pour viol

LA COUR d'appel de Paris a de nouveau renvoyé aux assises le chanteur marocain Saad Lamjarred pour le viol aggravé d'une jeune femme de 20 ans en 2016, selon une source judiciaire confirmant une information du «Parisien». L'artiste de 35 ans avait initialement été renvoyé en correctionnelle en avril 2019 par un juge d'instruction ayant décidé de requalifier les faits en «agression sexuelle» et «violences aggravées». Mais en janvier 2020, la chambre d'instruction de la cour d'appel avait infirmé une première fois cette ordonnance, estimant que les faits devaient être qualifiés de viol, un crime passible des assises. La Cour de cassation avait toutefois invalidé cette décision, pour un défaut de signature du président de la chambre. Ressaisie des faits, la cour d'appel a de nouveau ordonné mardi que Saad Lamjarred soit jugé aux assises pour «viol aggravé», conformément aux réquisitions du Parquet général, selon la source judiciaire. Le chanteur encourt 20 ans de réclusion criminelle.

M. N.

LE POUVOIR D'ACHAT DES ALGÉRIENS



Loumis

Djalou@hotmail.com

Stade de 50 000 places de Tizi Ouzou

La relance du chantier n'est pas pour demain

■ La relance du chantier du nouveau stade de 50 000 places de Tizi Ouzou pourrait encore être retardée de plusieurs mois, en attendant l'achèvement de la procédure réglementaire du choix d'un nouveau bureau d'études et une nouvelle entreprise.

Par Hamid Messir

Selon l'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi Ouzou, dont les élus membres de la Commission de la jeunesse et des sports ont inspecté jeudi les lieux, «les contraintes techniques pour la relance du projet persistent encore, malgré la récente visite du ministre de tutelle». Pour rappel, le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djamaa, avait en septembre dernier expliqué qu'un cahier des charges des travaux restants, estimés à 20 %, était en phase d'élaboration. Alors qu'en décembre dernier, le directeur local de la jeunesse et des sports, Aziz Taher, avait précisé que le reste à réaliser dudit projet demeure d'ordre technique, notamment les installations technologiques des infrastructures sportives pour un délai de 12 mois, tout en assurant que le financement est disponible.

Assi Youssef : pollution des sources d'eau potable du village Timessift

Les habitants du village Timessift, dans la commune d'Assi Youssef (50 km au sud-ouest de Tizi Ouzou), ont décidé de saisir la justice suite à la pollution des sources d'eau de leur



région dont l'origine reste indéterminée. Les habitants, qui s'approvisionnent en eau



potable depuis les sources du Djurdjura, ignorent encore la cause de la pollution. Mercredi dernier, la commission hydraulique de l'Assemblée populaire de wilaya a été dépêchée sur les lieux, à l'effet de constater de près la préoccupation des populations de la région. Il est attendu que la lumière soit faite sur l'origine de cette pollution pour prendre en charge les éventuels travaux.

Ain El Hammam : plus de 1 300 participantes au semi-marathon féminin

Plus de 1 300 femmes de dif-

férentes catégories ont pris part, hier, à la 8^e édition du semi-marathon de Ain El Hammam (45 km au sud-est de Tizi Ouzou), à l'initiative de la direction locale de la jeunesse et des sports, en collaboration avec l'association «Echanges et activités» de Ain El Hammam. Venues des différentes localités de la wilaya et d'ailleurs, elles étaient nombreuses à participer à ce rendez-vous annuel dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme. Le semi-marathon a concerné les filles âgées entre 5 et 10 ans sur un parcours de 1,5 km et celles âgées de plus de 18 ans sur 10 km, entre Iferhounène et Ain El Hammam. La manifestation a également drainé une foule nombreuse de spectateurs et spectatrices dans une ambiance festive.

H. M.

